

CORONAVIRUS : REGARDS SUR UNE CRISE

Confrontées à une crise sanitaire inédites, nos sociétés réagissent tant bien que mal d'un point de vue économique, sanitaire et social. Mais quel est l'impact de l'épidémie sur nos systèmes politiques ? Aucune lecture simplement déterministe ne semble pouvoir en rendre compte. Les tensions politiques, les rapports de force, la proximité des élections, le partage des pouvoirs entre échelons locaux et nationaux... peuvent expliquer des effets politiques variés. Tour d'horizon de quelques pays emblématiques.

BOLSONARO : INDIFFÉRENCE OU STRATÉGIE DU CHAOS ? CE QUE LA PANDÉMIE FAIT À LA POLITIQUE. 1. LE BRÉSIL

13 décembre 2020 | Par Léa Lebeau, Doctorante en science politique à l'Institut des Hautes Études de l'Amérique Latine (IHEAL/Paris 3)

I. L'INDIFFÉRENCE DE LA PRÉSIDENTE BRÉSILIENNE FACE À UNE CRISE ÉPIDÉMIQUE MONTANTE

Avec plus de 185 000 décès (décembre 2020) et 7,2 millions de cas depuis le début de la pandémie^[1], le Brésil est incontestablement un des pays les plus touchés au monde par l'épidémie de Covid-19. Lorsque la maladie apparaît au Brésil, Jair Bolsonaro qualifie la maladie de «petite grippe», parle d'hystérie collective, puis s'accorde à dire que la mort de milliers de brésiliens est regrettable mais que «mourir est le destin de tous». Face à l'augmentation du nombre de cas, le Président décide en juin d'interrompre la communication officielle des chiffres.

Les épisodes de renouvellement du ministre de la santé au Brésil, dignes d'une *telenovela*, sont symptomatiques de la gestion chaotique de l'épidémie. Luiz Henrique Mandetta, au poste de ministre de la santé depuis l'investiture de Bolsonaro, a été démis de ses fonctions en avril 2020, suite à ses divergences avec le Président sur les stratégies de lutte contre l'épidémie.

[1] Pour plus de précisions et des données fiables sur les chiffres de la propagation du Covid-19 au Brésil, voir le site du CONASS, Conseil national des secrétaires à la santé : <https://www.conass.org.br/painelconasscovid19/>

Mandetta préconisait publiquement un confinement national tandis que Bolsonaro ne voulait pas infliger de dommages à l'économie. Il a été remplacé par le médecin Nelson Teich, qui ne restera à son poste que 4 semaines. Le ministre a démissionné après les sorties provocatrices du Président en jet-ski, affirmant qu'il organisait un barbecue au palais du *Planalto*, alors que les hôpitaux des plus grandes villes étaient saturés. Nelson Teich avait également refusé l'autorisation massive de la chloroquine comme traitement du Covid-19, comme demandé par le Président. Eduardo Pazuello, un militaire qui ne vient pas du monde médical, est nommé pour le remplacer. Le général Pazuello, proche de Bolsonaro, est toujours en poste et s'aligne généralement sur les positions du Président quant à la stratégie de lutte contre l'épidémie.

Parmi d'autres conséquences de la pandémie, le taux de chômage est passé de 11% en décembre 2019 à 14% au début du troisième trimestre 2020. L'inflation ne cesse d'augmenter, faisant plus que doubler le prix du riz en un an, de 0,9 real en novembre 2019, à 2,1 en novembre 2020 pour un kilo. Le cours du real, en baisse depuis quelques années, est en chute libre, passant de 4,6 pour 1 euro à 6,4 pour les mêmes périodes.

Selon les sondages d'opinion nationaux réalisés par Exame/Ideia[2], la cote de popularité du Président Jair Bolsonaro a largement chuté dans les premières semaines de pandémie. Au mois de juin 2020, 54% des électeurs désapprouvait son action en tant que Président, tandis que 26% l'approuvait totalement. Au début de l'année 2020, ces chiffres étaient respectivement de 34% et 29%. Cependant, ces derniers mois, on peut observer un regain d'approbation pour Jair Bolsonaro, atteignant 35% d'opinions favorables selon le dernier sondage du mois de décembre, contre 38% d'opinions défavorables. Cet indice de confiance recèle cependant de très importantes différences régionales : 60% des sondés à Boa Vista approuvent son action politique, seulement 11% à Salvador[3].

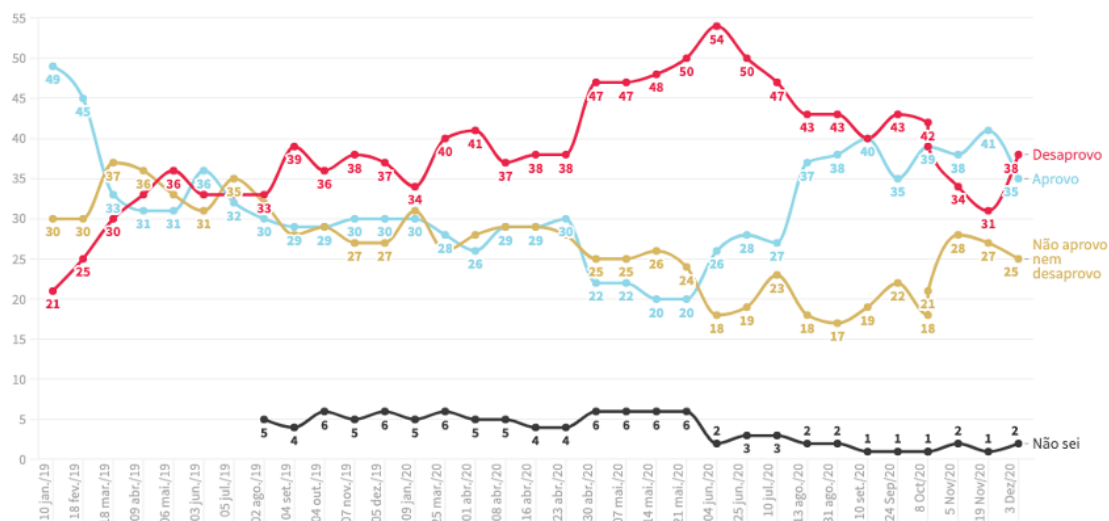
[2] Gilson Garrett Jr, « Exame/Ideia : Aprovação de Bolsonaro cai de 41% para 35%. Entenda ». *Exame*, 8 décembre 2020. Disponible en ligne : <https://exame.com/brasil/exame-ideia-aprovacao-de-bolsonaro-cai-de-41-para-35-entenda/>

[3] Fábio Vasconcellos, « Aprovação do governo Bolsonaro cai em 7 capitais durante a campanha, relembram pesquisas Ibope », *G1*, 8 novembre 2020. Disponible en ligne : <https://g1.globo.com/politica/eleicoes/2020/eleicao-em-numeros/noticia/2020/11/08/aprovacao-do-governo-bolsonaro-cai-em-7-capitais-durante-a-campanha-revelam-pesquisas-ibope.ghtml>

Você aprova ou desaprova a maneira como Jair Bolsonaro está lidando com seu trabalho como presidente?

(em %)

■ Aprova ■ Não aprova nem desaprova ■ Desaprova ■ Não sei



Fonte: EXAME/IDEIA

Par ailleurs, dans un sondage - quelque peu hâtif – réalisé par Exame/Ideia[4] au début du mois de décembre, 28% des interrogés voteraient pour Jair Bolsonaro si les élections présidentielles avaient lieu aujourd'hui, contre 16% pour l'ancien Président Lula, 10% pour le ministre de la justice démissionnaire Sergio Moro, et 4% pour le gouverneur de São Paulo, João Doria. Selon cette même enquête réalisée sur un échantillon de 1200 personnes, l'actuel Président remporterait les élections à 37% en cas de second tour contre Lula.

Face à cette crise épidémique, Jair Bolsonaro a choisi la non-décision, le laisser-faire et la négligence. Mais pour la première fois, le Président qui entretient une relation ambiguë avec la vérité a été confronté à la réalité des chiffres, la brutale épreuve du réel et de l'augmentation du nombre de morts. Comment expliquer alors que plus d'un électeur brésilien sur 3 défende toujours le bilan du Président? Ces sondages d'opinion sont-ils révélateurs d'une réelle adhésion à la politique de Bolsonaro? Quelles sont les conséquences de la politique du «même pas peur» sur l'opinion publique et sur le vote?

[4] « Pesquisa Exame/Ideia : Bolsonaro é favorito para 2022, mas Ciro seria o único com chances de derrotá-lo », *Focus.jor*, 4 décembre 2020. Disponible en ligne : <https://www.focus.jor.br/pesquisa-exame-ideia-bolsonaro-e-favorito-para-2022-mas-ciro-seria-o-unico-com-chances-de-derrota-lo/>

II. LES ÉLECTIONS MUNICIPALES : RÉVÉLATRICES DE L'ACCEPTABILITÉ SOCIALE DES MESURES DE LUTTE CONTRE LA COVID-19 ?

Quelques mois après les premiers cas de Coronavirus au Brésil et face à l'inaction apparente du Président, le tribunal suprême fédéral (STF) a accordé une autonomie plus importante aux gouverneurs d'États et aux maires pour prendre des mesures de lutte contre l'épidémie. Bolsonaro y voit une porte de sortie pour que son inaction et ses prises de position face à la maladie aient moins de conséquences sur sa cote de popularité : il prétend ainsi que c'est le STF qui lui a interdit de prendre des mesures stratégiques ou coercitives dans la lutte contre la pandémie, en laissant tout pouvoir aux élus locaux. En réalité, le Président s'est arrangé avec la vérité car le jugement du STF ([ADI 6.341](#)) a seulement étendu le droit qui appartenait à l'État fédéral d'appliquer des mesures de confinement, de quarantaine ou de fermeture des commerces aux élus locaux et États régionaux. Jusqu'à maintenant, le Président défend toujours cette ligne politique de non-décision. Cette mesure a ainsi permis aux gouverneurs, et souvent aux maires, d'imposer un confinement localisé, d'inciter au télétravail et de décréter d'autres mesures de distanciation sociale. La plupart des gouverneurs d'États régionaux ont par ailleurs laissé les maires imposer leurs politiques de lutte contre le Covid-19 – à l'image du gouverneur de São Paulo, João Doria – étant donné que les disparités en termes de densité de population ou de modes de vie sont importantes à l'intérieur de chaque région.

Ce gain d'autonomie pour les élus locaux apporte un éclairage sur la manière dont les politiques coercitives ou de laisser-aller ont été appréciées à un niveau local. L'analyse des récents résultats électoraux locaux nous permet donc d'observer les conséquences de la gestion épidémique sur l'opinion publique et sur le vote.

Les dimanches 15 et 29 novembre 2020 ont eu lieu les élections locales brésiliennes, seules élections entre deux mandats présidentiels. Il s'agit d'élire les «*prefeitos*» (maires), maires-adjoints et membres du conseil municipal des 5 568 municipalités. Le Président, sans parti actuellement, a souhaité se tenir à distance des élections en ne soutenant - à demi-mots - qu'une dizaine de candidats. Au début de la campagne, Bolsonaro avait déclaré ne pas vouloir soutenir de candidats au premier tour, il finira par appeler à voter pour 13 d'entre eux. De ces 13 candidats soutenus, seulement 2 ont été élus, aucun dans une capitale. De nombreux observateurs s'accordent donc à considérer que le Président élu en 2018 a été sanctionné dans les urnes pour son attitude lors de la crise.

Les deux candidats emblématiques du cercle proche de Bolsonaro dans les deux villes les plus importantes ont été rejetés dans les urnes : le candidat (également député et présentateur télé) à São Paulo, Celso Russomanno (Républicains) arrive en quatrième place du premier tour avec 10% des voix. Marcello Crivella, charismatique pasteur évangélique et maire sortant de Rio de Janeiro n'est pas parvenu à renouveler son mandat avec 36% des voix, contre 64% pour Eduardo Paes, du parti de centre-droit (Démocrates).

Selon ces premiers éléments, il semble que le soutien du Président aux candidats a agi plutôt comme un facteur négatif pour eux dans les urnes.

L'observation des tendances politiques à l'échelle locale donne un bon point d'observation sur l'impact politique des mesures de lutte contre la propagation de l'épidémie, plus ou moins strictes suivant les décrets imposés par les maires[5].

Bruno Covas, maire de São Paulo depuis 2016, est le symbole de l'homme politique qui a voulu aller plus loin que les décisions gouvernementales dans les mesures coercitives pour protéger les *paulistanos* de la propagation de l'épidémie. Sa cote de popularité a légèrement augmenté ces derniers mois, dans cette ville historiquement plus à gauche. 46% des électeurs jugeaient sa gestion de la pandémie « très bonne » au mois de novembre. Il a été réélu à son poste de maire de São Paulo avec 33% des votes.

Alexandre Khalil (PSD – centre-droit), maire de Belo Horizonte depuis 2016, est un autre exemple de la réussite dans les urnes d'une politique de confinement restrictive. En effet, la ville du Minas Gerais, historiquement plutôt dirigée par la gauche, a réélu son maire de centre-droit dès le premier tour, avec 63% des votes. Khalil a mené une politique ménageant différents secteurs de la population, ce qui lui a valu une hausse de sa cote de popularité. Belo Horizonte a été la première capitale à fermer ses commerces, permettant de réduire le niveau de transmission du virus jusqu'en juin, moment où Khalil a décrété une réouverture des commerces pour satisfaire les intérêts des entrepreneurs et propriétaires.

Gean Loureiro (DEM – Droite conservatrice), maire de Florianópolis depuis 2016, a imposé des décrets plus stricts que ceux du gouverneur de l'État Santa Catarina, notamment la fermeture des commerces et l'arrêt des transports publics. Il a été réélu dès le premier tour avec 53% des votes.

Roberto Claudio (PDT – Centre-gauche), maire de Fortaleza depuis 2012 a imposé des mesures de confinement parmi les plus strictes du pays. Le candidat qu'il a choisi pour lui succéder, José Sarto, a gagné les élections avec 35% des votes contre le candidat de Jair Bolsonaro, le capitaine Wagner.

[5] L'Institut de recherche économique appliqué (IPEA) propose un indice de mesure de distanciation sociale allant de 1 à 10 (10 étant le plus restrictif) pour mieux comprendre les mesures prises pour gérer la crise du coronavirus dans chaque municipalité.

Hildon Chaves (PSDB – Droite libérale), maire de Porto Velho depuis 2016, a imposé un confinement bien plus fort que dans le reste de l'État et a mis en place des structures d'aides municipales pour les plus démunis, qui restent en place aujourd'hui. Il a gagné les élections avec 34% des votes.

Les résultats des élections municipales donnent des premières indications sur les conséquences du Covid-19 sur le vote : les maires de grandes capitales qui ont imposé des décrets limitant les déplacements et imposant la fermeture des commerces, à contre-sens des recommandations gouvernementales, ont pu être vivement critiqués mais ont été soutenus dans les urnes lors des municipales.

Néanmoins, la défaite dans les urnes des candidats se réclamant proches du bolsonarisme n'illustre pas nécessairement une baisse de confiance envers le Président. Beaucoup des maires de grandes villes ont été propulsés sur le devant de la scène politique durant les mois de gestion épidémique. L'efficacité de la bureaucratie municipale a été mise en avant et les maires qui se préoccupaient de la maladie ont pu montrer que leurs pouvoirs étaient bien réels et pouvaient avoir un impact significatif sur la vie quotidienne. Ce que l'on peut observer avec ces résultats électoraux, c'est avant tout une continuité, une volonté exprimée par les urnes de reconduire les équipes municipales. L'exemple inverse qui appuie notre hypothèse est celui de Marcelo Crivella, maire sortant de Rio de Janeiro. Le pasteur pourtant élu avec 60% des voix en 2016, a nié l'existence de la maladie et a négligé toute mesure de confinement ou de distanciation sociale. La gestion par les autorités publiques de l'épidémie était considérée par 70% des interrogés «extrêmement mauvaise» en octobre 2020. Il a obtenu seulement 22% des voix au second tour.

Même si l'analyse des résultats dans les villes du G-96 (les 96 villes du pays avec plus de 200 000 électeurs) permet d'identifier les forces politiques dominantes dans les centres économiques et politiques, elle laisse de côté les plus petites villes, aux dynamiques électorales particulières, davantage liées aux agendas locaux. Par ailleurs l'analyse du résultat des municipales laisse de côté une tendance à la hausse : une inégale prise en compte des habitants des quartiers populaires et défavorisés et des régions isolées du Brésil.

III. UN CREUSEMENT DES INÉGALITÉS DANS UN DES PAYS LES PLUS INÉGAUX AU MONDE

Dès le mois de mars, la région la plus touchée du Brésil par le virus est une région que l'on pourrait penser isolée : l'Amazonie. Et pourtant, la multiplication des échanges commerciaux des zones-franches de Manaus et Belém avec l'Asie ont favorisé l'apparition des premiers cas dans cette région. Puis la maladie s'est propagée dans des villes plus reculées. L'État de l'Amapá, voisin de la Guyane française, comptabilisait au mois de mai, 6 000 cas avérés et 160 décès du Covid-19 pour une population d'environ 750 000 habitants. Le taux de mortalité dans cette région extrêmement reculée et forestière du Brésil était 2,5 fois plus élevé que la moyenne brésilienne.

Les autochtones brésiliens, estimés à 820 000 (dernier recensement national de 2010), ont été particulièrement touchés par la propagation de la maladie. Même si la comptabilisation est difficile dans ces zones reculées sans structure hospitalière ni déclaration de décès, l'institut national pour la santé indigène (SESAI) dénombre 43 000 cas et 896 décès (décembre 2020), des chiffres sans doute sous-estimés selon les associations de protection[6]. Même sous-estimés, ils nous montrent que 5,3% des autochtones brésiliens auraient été contaminés par le SRAS-CoV-2, contre 3,4% de la population nationale.

Le gouvernement Bolsonaro a dès le début clairement affiché son refus d'apporter une aide spéciale pour les autochtones abandonnés par l'État depuis longtemps déjà : le Président a utilisé son veto contre le projet de loi de mars 1142/2020 visant à créer un plan sanitaire d'urgence pour soutenir les populations autochtones, *quilombolas* et isolées. Les populations défavorisées d'Amazonie, ont été, une fois de plus, délaissées par les autorités publiques, ouvertement pour l'assimilation des indigènes depuis le début du mandat.

Néanmoins, l'Amazonie n'est pas la seule région qui a connu une aggravation des inégalités durant la crise épidémique. Dans un pays où le taux de travail informel dépasse régulièrement les 40% - 50% dans certaines régions -, un confinement à l'échelle nationale était difficilement envisageable. Le virus, bien qu'introduit au Brésil par les membres de classes moyennes et supérieures effectuant des voyages transatlantiques, s'est plus largement propagé dans les franges de la population les plus modestes. La première femme décédée du Covid-19 au Brésil en est le symbole : employée de maison, elle a été contaminée par la maîtresse de maison de retour d'Italie mais contrainte de travailler[7].

[6] <https://covid19.socioambiental.org/>

[7] Sébastien Rozeaux, « De Canudos à la covid-19 : nécropolitique et politique sanitaire au Brésil », Covidam, 24 juillet 2020. Disponible en ligne : <https://covidam.institutdesameriques.fr/de-canudos-a-la-covid-19-necropolitique-et-politique-sanitaire-au-bresil/>

Au plus fort de l'épidémie, le maire de Belém a défini le travail de domestique comme essentiel. Les habitants contraints de continuer leurs déplacements étaient donc, pour la majorité, les employés gagnant moins que le salaire minimum.

Dans la plupart des grandes villes, les employés de maison, travailleurs informels payés à la journée bien en-dessous du salaire minimum, résident dans les favelas où le nombre d'habitants au km² atteint des sommets. Habitué à s'organiser sans l'aide des pouvoirs publics, les habitants des favelas ont eux-mêmes engagé des mesures de lutte contre la propagation du virus. À Santa Marta, favela du centre littoral de Rio de Janeiro, face au scepticisme du maire Crivella sur l'existence du virus, les habitants ont organisé et financé eux-mêmes un processus d'assainissement des rues[8].



Le sous-financement des structures publiques de santé est un facteur expliquant de cette hausse de la propagation de la maladie dans les quartiers les plus pauvres. Les populations les plus riches ont délaissé depuis longtemps l'hôpital public, et les services publics en général au profit d'une libéralisation des structures de soin. Face à l'augmentation démographique dans les zones les plus pauvres, les structures publiques n'ont pas reçu plus de financements, et les hôpitaux étaient plus que débordés au plus fort de la crise. Dans les hôpitaux de la banlieue Est de São Paulo, le taux de décès liés au Coronavirus était de 90%, très nettement supérieur à la moyenne nationale dans les hôpitaux publics qui est de 27,4%. Les expulsions de logement dans les banlieues de São Paulo ont également doublé entre avril et juin – pic de l'épidémie à São Paulo- par rapport au premier trimestre, reléguant de très nombreuses familles dans des conditions encore plus précaires[9].

[8] https://wikifavelas.com.br/index.php?title=Sanitiza%C3%A7%C3%A3o_do_Santa_Marta

[9] <http://www.labcidade.fau.usp.br/>

En réalité, rien de surprenant venant du gouvernement Bolsonaro, qui n'a pas hésité à utiliser régulièrement un discours d'exclusion -voire de haine- à l'égard des habitants des favelas, des populations autochtones mais plus généralement envers les catégories défavorisées du Brésil. Les coupures d'eau, d'électricité ou les incendies ne sont pas des événements exceptionnels pour une grande partie de la population (citons par exemple le cas récent de l'Amapá, sans électricité pendant plus de 15 jours après l'incendie de la centrale, provoquant le report des élections). Depuis son investiture, le gouvernement a souhaité supprimer la seule allocation indexée sur les revenus, l'emblématique aide créée par Lula, la *Bolsa Familia*. La gestion -ou non-gestion- de la pandémie par le Président ne fait que renforcer sa vision stigmatisante de la société, et ses épositions clivantes. Le Président n'a jamais caché sa volonté d'éliminer ses adversaires politiques, ni même de vouloir réduire au silence les populations « parasites ». La gestion de la crise sanitaire traduit malheureusement une fois de plus le désintérêt du Président pour l'ensemble de la population.

IV. LES BÉNÉFICES DU CHAOS ?

Le système public brésilien n'avait pas les moyens de mener une politique de tests généralisés ni même les capacités administratives d'un comptage quotidien exhaustif des cas. L'ampleur de la crise était à prévoir au Brésil : sous-financement des services publics, accès incertain à l'eau courante et aux égouts, hausse du nombre de personnes en surpoids et diabétiques, travail informel, grande précarité... Néanmoins, la gestion de l'épidémie est apparue encore plus chaotique que prévu.

La question centrale de la vaccination est aujourd'hui pour Bolsonaro, plutôt un jeu politique qu'une question de santé publique. Le vaccin CoronaVac, développé par le laboratoire chinois Sinovac devait être produit par institut public Butantan, sous la tutelle de l'État de São Paulo. Rapidement surnommé « le vaccin chinois de Doria » par Bolsonaro, il devient le symbole de sa rivalité contre João Doria (PSDB-centre-droit), gouverneur de l'État de São Paulo et probablement candidat à l'élection présidentielle de 2022. Pour discréditer le vaccin promu par Doria, Bolsonaro rappelle sans cesse que le CoronaVac vient du pays autoritaire qui a créé le virus. Le gouverneur de São Paulo quant à lui annonce une vaccination de la population paulistana dès janvier 2021. Les deux hommes se livrent donc actuellement une guerre médiatique sur fond de méfiance, de reproches, d'idéologies et de complotisme concernant la stratégie de vaccination.

[8] https://wikifavelas.com.br/index.php?title=Sanitiza%C3%A7%C3%A3o_do_Santa_Marta

[9] <http://www.labcidade.fau.usp.br/>

Selon une étude menée par CPS/UnB, parmi les défenseurs du gouvernement Bolsonaro, 54,5% affirment accepter une potentielle vaccination. 79,2% des électeurs désapprouvant sa politique seraient prêts à accepter un vaccin^[10].

Pour certains commentateurs, Jair Bolsonaro était parvenu à remobiliser sa base électorale durant la crise avec un discours très protecteur de l'économie, tout en continuant de diviser ses adversaires politiques. La gauche est désunie depuis *l'impeachment* de Dilma Rousseff, la droite s'affaiblit, seul le centre, sans ligne directrice autre que l'opportunisme, semble s'en sortir.

Mais les résultats des élections municipales nuancent quelque peu les convictions de certains sur une probable réélection de Jair Bolsonaro en 2022. Le Président lui-même a d'ailleurs défendu l'hypothèse de la fraude massive -comme son homologue et modèle nord-américain- pour défendre son bilan catastrophique aux élections, comme un aveu avant l'heure. Ses alliés politiques sont divisés, il n'est plus rare d'entendre un de ses fervents supporters le traiter d'irresponsable. Certains élus locaux semblent s'être saisis de leurs nouvelles prérogatives pour instrumentaliser politiquement la crise à leur avantage et s'opposer publiquement à Bolsonaro après l'avoir soutenu durant la campagne de 2018. L'actuel Président ne semble pas avoir été massivement rejeté, mais les cartes ont été largement redistribuées et de nombreux retournements sont à attendre avant les prochaines élections.

Par ailleurs, les difficultés du Président à légitimer ses choix politiques dans la gestion de l'épidémie ne sont pas ses seuls défis pour conserver son électorat dans la deuxième partie de son mandat. Il reste deux années à Bolsonaro pour faire appliquer son ambitieux programme : lutte contre l'enseignement de la théorie du genre, libéralisation du port d'armes... Pour clore définitivement l'ère du PT, Bolsonaro voulait également supprimer l'actuelle aide sociale *Bolsa Família* pour créer sa propre aide sociale, ce qui est loin d'être gagné. Le nouveau parti qu'il a lancé en novembre 2019 n'a pour le moment réussi à récolter que 10% des signatures requises pour sa création. La reconfiguration du système partisan à gauche et à droite, et notamment l'essor du parti de gauche PSOL pour conquérir l'électorat déçu du PT pourrait contrarier ses ambitions pour 2022.

Finalement, toutes considérations prises en compte, est-ce que le nombre vertigineux de victimes du Covid-19 au Brésil a un réel impact sur la politique pour un gouvernement avec un rapport si particulier à la vérité ?

[10] Mariana Ribeiro, «Posicionamento político influencia comportamento em relação à Covid, aponta pesquisa», *Valor*, 13 octobre 2020. Disponible en ligne : <https://valor.globo.com/brasil/noticia/2020/10/13/posicionamento-politico-influencia-comportamento-em-relacao-a-covid-aponta-pesquisa.ghtml>

Notons pour répondre à cette question que la population brésilienne est l'une des seules au monde à toujours diffuser massivement des messages sur l'efficacité de la chloroquine via la messagerie WhatsApp. L'envoi en masse de messages à des fins politiques a d'ailleurs été interdite par la justice depuis les élections de 2018. Mais les moyens de plus en plus sophistiqués de diffusion n'ont fait que multiplier l'échanges de désinformations lors de cette campagne de 2020.